

Table des matières

Partie 1

L'exécution forcée en général 7

1

Saisies conservatoires et voies d'exécution : principes généraux 9

Aude BERTHE

assistante à l'U.Lg., avocate

SECTION 1

Règles communes aux saisies conservatoires	10
A. Conditions préalables pour former une saisie conservatoire	10
1. Qualité pour saisir	10
2. Conditions de fond	11
a) Célérité	11
b) Créance certaine, exigible, liquide ou susceptible d'une estimation provisoire	14
1° LA CERTITUDE	14
2° LA LIQUIDITÉ	16
3° L'EXIGIBILITÉ	17
3. Conditions de forme : un titre	17
B. Forme de la saisie	19
C. Recours potentiels	19
1. Recours du requérant	19
2. Recours du débiteur saisi (ou de tout tiers intéressé)	20
a) Lorsque la saisie se fonde sur une autorisation préalable	20
b) En l'absence d'autorisation préalable du juge des saisies	21
3. Responsabilité du saisissant	22
D. Effets des saisies conservatoires	25
E. Cantonnement sur saisie conservatoire	25
1. Cantonnement des causes de la saisie	25
a) Notion	25
b) Les modalités et le cantonnement amiable	26
2. Cantonnement de l'objet de la saisie	30

SECTION 2

Règles communes aux voies d'exécution	31
A. Conditions pour former une saisie-exécution	31
1. Une créance rigoureusement certaine, liquide et exigible (art. 1494 C. jud.)	31
2. Un titre dont l'actualité et l'efficacité exécutoire est acquise (art. 1494 C. jud.)	32
a) Le titre et son destinataire	32
b) Le titre et le juge des saisies	33
c) Causes de la perte d'actualité du titre	34
B. Le titre exécutoire judiciaire : le jugement	39
1. Le préalable de la signification	39
2. Caractère exécutoire	41
a) Décision coulée en force de chose jugée	41
b) Exécution provisoire	41
1° NOTION ET TYPES D'EXÉCUTION PROVISOIRE	41
2° L'EXÉCUTION PROVISOIRE JUDICIAIRE	41
3° EXÉCUTION PROVISOIRE MODALISÉE	45
4° L'EXÉCUTION PROVISOIRE ET LE JUGE D'APPEL	46
5° CONSÉQUENCES DE LA RÉFORMATION D'UNE DÉCISION EXÉCUTÉE PROVISOIREMENT	52
c) Le cantonnement	55
1° NOTION	55
2° LES EFFETS	57
3° LES MODALITÉS ET LE CANTONNEMENT AMIABLE	58
4° LE CANTONNEMENT ET LE JUGE D'APPEL	59
C. L'acte notarié	59
D. L'exécution doit en principe être précédée d'un commandement	62

2

**La saisie mobilière :
aperçu de la jurisprudence récente..... 63**

Patrick GIELEN
candidat huissier de justice

SECTION 1

La saisie mobilière conservatoire	64
A. L'ordonnance autorisant la saisie mobilière conservatoire	64
B. La durée et le renouvellement de la saisie conservatoire mobilière	65
C. Saisie mobilière conservatoire et signification du jugement	66
D. L'heureuse abrogation de l'article 1424, 3° du Code judiciaire	67
E. Saisie conservatoire de marchandises	68
F. La responsabilité du créancier saisissant	69

SECTION 2

La saisie-exécution mobilière	70
A. <i>Généralités</i>	70
1. Commandement préalable	70
2. Paiement spontané – plan d’apurement	70
3. Objet de la saisie mobilière	71
B. <i>Lieu de la saisie exécution mobilière</i>	72
C. <i>Biens en état d’indivision</i>	76
D. <i>Action en distraction</i>	76

3

**La saisie-arrêt :
chronique de jurisprudence 2003-2009**

Laurent Frankignoul
assistant à l’U.Lg., avocat

SECTION 1

L’objet de la saisie-arrêt	82
A. <i>La créance doit exister au jour de la saisie</i>	83
B. <i>La créance peut n’exister qu’en germe au moment de la saisie</i>	84
C. <i>L’objet de la saisie englobe les intérêts courant sur la créance saisie</i>	86

SECTION 2

La procédure de la saisie-arrêt conservatoire et le titre privé	87
A. <i>La procédure</i>	87
B. <i>Le titre privé</i>	88

SECTION 3

La procédure de saisie-arrêt exécution et la sanction du dépassement du délai d’opposition	91
A. <i>La procédure</i>	91
B. <i>Sanction du dépassement du délai d’opposition</i>	91

SECTION 4

Les obligations du tiers saisi et leurs sanctions	93
A. <i>L’interdiction de dessaisissement</i>	94
B. <i>Les sanctions du non respect de l’interdiction de dessaisissement</i>	95
1. Être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie	95
2. « Qui paie mal, paie deux fois »	98
3. Dommages et intérêts	98
C. <i>L’obligation de communiquer une déclaration de tiers saisi</i>	99
D. <i>Sanction de l’obligation de déclaration conforme</i>	100

1. Être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie	101
a) <i>Nature de la sanction</i>	101
b) <i>Pouvoir d'appréciation du juge</i>	102
1° L'ABSENCE DE DOMMAGE SUBI PAR LE SAISSANT	102
2° LA BONNE FOI DU TIERS SAISI	104
3° L'ACTIVITÉ DU TIERS SAISI	105
2. Condamnation du tiers saisi à des dommages et intérêts	107
E. <i>L'obligation de dessaisissement</i>	108
1. L'obligation de délivrance porte sur le « montant » de la saisie	108
2. Le dessaisissement doit être effectué en mains de l'huissier	109
F. <i>Sanction de l'obligation de dessaisissement</i>	110
SECTION 5	
À l'encontre de qui le tiers saisi peut-il se retourner ?	110
A. <i>Lorsque le tiers saisi a été amené à payer deux fois</i>	110
1. En raison d'un paiement effectué directement en mains de l'un des créanciers poursuivants	110
2. En raison d'un paiement effectué en mains du débiteur saisi	112
B. <i>Lorsque le tiers saisi a été déclaré débiteur des causes de la saisie</i>	112
SECTION 6	
La saisie-arrêt dans un contexte international	115
 4 	
La saisie immobilière :	
chronique quinquennale.....	
Frédéric GEORGES	
<i>chargé de cours à l'U.Lg., avocat</i>	
SECTION 1	
Le caractère en principe saisissable des immeubles	119
A. <i>La protection de la résidence de l'indépendant</i>	119
B. <i>L'ordre des poursuites en présence d'immeubles non hypothéqués au profit du créancier</i>	120
C. <i>Les accessoires de l'immeuble</i>	121
SECTION 2	
Les immeubles communs et indivis	122
SECTION 3	
La saisie immobilière conservatoire	126

SECTION 4

La transformation d'une saisie conservatoire
en voie d'exécution 128

SECTION 5

La saisie-exécution immobilière 128

A. *Les formalités préalables* 128

1. La tentative de conciliation 129

a) *Champ d'application* 129

b) *Moment de la conciliation* 132

c) *Endroit de la conciliation* 132

d) *Pouvoirs du juge* 133

e) *Sanction* 134

2. Le commandement 134

3. La transcription du commandement 135

4. La sommation au tiers détenteur 136

B. *L'exploit de saisie* 137

C. *La transcription de l'exploit de saisie* 139

1. Inopposabilité des baux postérieurs à l'inscription 140

2. Inopposabilité des mutations immobilières
et hypothèques postérieures à la transcription 142

3. (Transcription de) saisie sur (transcription de) saisie ne vaut 143

D. *La désignation du notaire* 144

1. La perspective de la vente de gré à gré 144

2. La requête en désignation du notaire 146

3. L'ordonnance de désignation du notaire 147

4. Le notaire nommé est mandataire de justice 149

E. *La rédaction du cahier des charges* 150

F. *La sommation de prendre connaissance du cahier des charges* 151

G. *La mention marginale de la sommation de prendre connaissance
du cahier des charges* 153

H. *Les mises en vente et adjudications de l'immeuble : la réforme de 2009* 153

1. Résumé introductif 153

2. Dispositions du Code judiciaire modifiées 155

3. Examen de la réforme 156

4. Pour le surplus 161

I. *La faculté de surenchère* 162

J. *La signification au saisi de l'extrait analytique du procès-verbal d'adjudication* 162

K. *Les voies de recours* 163

Partie 2

L'exécution en matière familiale	165	
Introduction	166	
1		
Le recouvrement des aliments	169	
Nicole GALLUS <i>maître de conférence à l'U.L.B., avocate</i>		
Introduction	170	
SECTION 1		
Le recouvrement des aliments en droit interne	174	
A. <i>La problématique</i>	174	
B. <i>La prévisibilité, garantie d'exécution de la décision judiciaire</i>	176	
C. <i>Le caractère exécutoire du titre alimentaire</i>	181	
D. <i>La délégation de sommes</i>	187	
1. <i>Considérations générales</i>	187	
2. <i>Créances alimentaires susceptibles de donner lieu à délégation de sommes et assiette de celle-ci</i>	188	
3. <i>Modalités de fixation de la délégation</i>	192	
4. <i>Procédure de délégation</i>	194	
5. <i>La délégation de sommes de lege ferenda</i>	197	
SECTION 2		
Le recouvrement international des aliments	199	
A. <i>Le règlement européen 4/2009</i>	200	
B. <i>Les Conventions de La Haye du 23 novembre 2007</i>	204	
2		
L'exécution forcée		
en nature des obligations de faire (art. 387ter C. civ.)		207
Nicole GALLUS <i>maître de conférence à l'U.L.B., avocate</i>		
Introduction	208	
SECTION 1		
Analyse des dispositions nouvelles	211	

SECTION 2	
Les pouvoirs du juge dans le cadre de l'application de l'article 387ter du Code civil et les questions particulières	217
Conclusion	224

Partie 3

L'exécution forcée en droit fiscal

Controverses et actualités	227
---	-----

Jean-Pierre BOURS

chargé de cours à l'U.Lg.- H.E.C., avocat

Introduction	
Droit fiscal et droit commun : autonomie ou dépendance ?	228

SECTION 1

Les principes de base : les privilèges du préalable et de l'exécution d'office	229
---	-----

SECTION 2

Fonctions, compétences, pouvoirs et responsabilité du receveur	233
A. <i>Les « comptables » de l'État</i>	233
B. <i>Les compétences des receveurs</i>	233
C. <i>Les pouvoirs des receveurs</i>	234
D. <i>La responsabilité des receveurs</i>	238

SECTION 3

Le titre exécutoire. Sa validité	239
A. <i>Fait générateur et titre exécutoire</i>	239
B. <i>Validité du titre exécutoire</i>	241
1. En matière d'impôt sur le revenu : validité de l'avertissement extrait de rôle	241
2. En matière d'impôt sur le revenu : validité de l'enrôlement	242
3. En matière de T.V.A. : validité de la contrainte	243

SECTION 4

La prescription du titre exécutoire	246
A. <i>L'impôt sur le revenu</i>	246
1. Les textes de base	246
2. Les arrêts de la Cour de cassation de 2002 à 2004	249
3. Première intervention du législateur	250

4. Seconde intervention du législateur	251
5. La prise de position de la Cour d'arbitrage	252
6. Retour à la Cour de cassation	253
7. La fronde des cours et tribunaux	254
B. <i>La T.V.A.</i>	256
1. Le délai normal	258
2. Le délai de sept ans	258
SECTION 5	
L'étendue du titre exécutoire	260
A. <i>Les problèmes posés par l'article 393, § 2 C.I.R.</i>	260
1. Sur la base des dispositions du C.I.R.	262
2. Sur la base du droit commun	264
B. <i>Le recouvrement de l'impôt des personnes physiques à charge du conjoint</i>	265
1. Conjoints et cohabitants légaux non séparés	266
2. Conjoints et cohabitants légaux séparés de fait	267
3. Conjoints et cohabitants légaux ne l'ayant été qu'une partie de l'année	270
4. Étendue de l'extension	271
C. <i>Le recouvrement de l'impôt des personnes physiques à charge des héritiers</i>	273
D. <i>Le recouvrement de l'impôt des personnes physiques à charge des enfants</i>	273
SECTION 6	
L'efficacité du titre exécutoire	274
A. <i>Octroi de termes et délais et remise de dette</i>	274
1. La compétence du receveur	274
2. La surséance indéfinie au recouvrement des impôts directs	275
3. La compétence des tribunaux	275
4. L'arrêt de la Cour de cassation du 24 avril 2008	277
5. La fronde des tribunaux	277
B. <i>L'efficacité du titre contesté</i>	281
SECTION 7	
Les procédures « simplifiées »	283
A. <i>La compensation</i>	283
1. En matière d'impôt sur le revenu	283
a) <i>L'article 166 A.R./C.I.R.</i>	284
b) <i>L'article 334 de la loi-programme du 27 décembre 2004</i>	286
2. En matière de T.V.A.	289
B. <i>La « saisie-arrêt simplifiée »</i>	291
En conclusion	294